Nicolas Sarkozy, l'homme pressé

(paru dans *Junge Freiheit*)

Ce n'est pas encore la VIe République, mais c'est tout comme. Désigné comme chef de l'Etat par une élection présidentielle qui a entraîné un véritable bouleversement du paysage politique français (apparition du MoDem, effondrement des Verts et du parti communiste, crise du parti socialiste, retombée du Front national à son niveau d'il y a quinze ans), Nicolas Sarkozy a immédiatement imprimé son style personnel à sa fonction. Un style résolument « postmoderne », avec un président qui fait du « jogging », dit « O.K. » dans ses conférences de presse et dont les phrases ne comportent que vingt-cinq mots au maximum. Un style d'une extraordinaire vulgarité. Le cycle chiraquo-mitterrandien est bien terminé. Chirac, c'est déjà la préhistoire !

Sarkozy, c'est l'homme pressé. A l'image de son époque, il ne vit que dans l'instant présent. Désormais fort d'une majorité absolue à l'Assemblée nationale (315 sièges), même si la « vague bleue » annoncée n'a pas eu finalement l'ampleur escomptée, contrôlant la plupart des grands médias par l'intermédiaire de ses amis du lobby militaro-industriel français, disposant des pleins pouvoirs, le nouveau président de la République veut aller vite. Et il veut tout contrôler lui-même, en usant jusqu'au bout de son pouvoir personnel. Dès cet été, les principales réformes qu'il a annoncées (nouveau statut des Universités, instauration d'un service minimum en cas de grève dans les transports publics, nouvelles lois sur la sécurité, réforme fiscale) seront mises en œuvre. Il y va de sa crédibilité.

Lors du récent sommet de Bruxelles, il lui fallait au moins l'apparence du succès. Il l'a eue, puisque les 27 Etats-membres se sont finalement entendus pour convoquer une conférence intergouvernementale chargée de mettre au point d'ici la fin de l'année la rédaction définitive de son fameux projet de « traité simplifié ». Les membres de l'Union européenne ont en réalité accepté l'idée de ce traité, mais non son contenu, qui reste pour l'instant assez nébuleux. On sait seulement qu'il reprendra le système de vote à la double majorité (55 % des Etats-membres et 65 % de la population), système destiné à remplace en… 2014 le mécanisme complexe de pondération des voix en vigueur depuis le traité de Nice. Pour le reste, tout est reporté à plus tard. La Turquie ? Sarkozy est en théorie toujours

hostile à son entrée dans l'Union européenne. Mais son ministre des Affaires étrangères, Bernard Kouchner, y est résolument favorable.

Michel Barnier, proche conseiller de Sarkozy, avouait ces jours-ci : « Comment trouver un dénominateur commun entre dix-huit pays qui, ayant ratifié une Constitution, refusent de se contredire, deux pays qui, l'ayant repoussée, ne veulent en aucun cas se déjuger, et sept pays qui n'ont encore rien dit mais n'en pensent pas moins, puisqu'ils partagent le plus souvent les réserves des seconds ? »

Dans l'immédiat, la chance de Sarkozy est de n'être confronté qu'à une opposition qui n'en est pas encore revenue de la façon dont, avec un incontestable talent, il est parvenu à la désarmer.

A l'élection présidentielle, Sarkozy avait déjà pris au Front national les deux tiers de son électorat. Comprenant que la droite de gouvernement ne pouvait se battre sur deux fronts, il y était parvenu en rompant avec la tactique du « cordon sanitaire » qui avait été celle de Jacques Chirac. En recevant le 20 juin Jean-Marie Le Pen à l'Elysée dans le cadre de consultations avec tous les chefs de partis, Sarkozy a eu beau jeu de montrer qu'à ses yeux le Front national est un « parti comme les autres ». Dans le même temps, aux législatives, il a su récupérer les voix d'une grande partie des électeurs de François Bayrou (qui ne disposera que de quatre sièges au Parlement), après parvenu à se rallier la majorité des anciens députés de l'UDF. Enfin, il a jeté le trouble à gauche en parvenant à faire entrer dans son gouvernement, non seulement un plus grand nombre de femmes qu'il n'y en avait jamais eu dans un gouvernement français, mais aussi des personnalités de gauche – Bernard Kouchner, Martin Hirsch, Eric Besson, Jean-Marie Bockel, etc. – et des représentantes des « minorités visibles ».

Le parti socialiste, lui, s'enfonce chaque jour un peu plus dans la crise. Il n'y est question que de « rénovation », de « refondation » et d'*aggiornamento*. Mais comment y parvenir ? Après trois échecs successifs à la présidentielle, le PS se retrouve confronté à un programme archaïque et un système d'alliance dépassé. Divisé entre partisans et adversaires de Ségolène Royal, dépourvu de chef incontesté, il ne parle de justice qu'en termes de morale parce qu'il n'est plus capable d'en donner une définition en termes politiques. La gauche française n'a plus de projet politique autonome depuis la chute du mur de Berlin et la disparition de l'URSS. Luttant contre l'« intolérance » plus que contre l'exploitation, elle a tendance à reconvertir les problèmes économiques et politiques en problèmes « culturels ». Face au déploiement planétaire du capital, elle ne sait plus opposer que des jérémiades, des litanies et des proposition d'aménagement, alors même que les évolutions socio-économiques sont plus porteuses d'inquiétudes que jamais. Elle est une anti-droite qui ne sait plus ce qu'être de gauche peut positivement signifier.

Reste le problème de la représentation. La bipolarisation que semble avoir institutionnalisée les dernières élections n'est qu'une apparence résultant de l'absence de toute représentation proportionnelle dans le système de scrutin. En mai 2005, 55 % des Français avaient dit « non » au projet de traité constitutionnel européen. Aujourd'hui, le Parlement est dominé à 95 % par deux partis, l'UMP et le parti socialiste, qui s'étaient prononcés pour le « oui ». La « France réelle » » semble ainsi avoir été étouffée par la « France légale ». Il faut s'attendre à la voir resurgir un jour.

Alain de Benoist

(25 juin 2007)